



PREFET DE VAUCLUSE

Direction départementale de la protection des
populations
Service prévention des risques techniques

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

n° SI2011-05-25-0030-DDPP du 25 mai 2011

mettant en demeure la société BIOLANDES, dont le siège social
est situé Route de Bélis 40420 LE SEN, pour ses installations
situées route de Baume de Transit à VALREAS,

LE PRÉFET DE VAUCLUSE
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR

VU le code de l'environnement, son Titre I du livre V relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 514-1 ;

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

VU l'arrêté préfectoral SI2006.05.18.0040-PREF du 18 mai 2006 autorisant la Société AGNEL, exploitant antérieur, à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication d'huiles essentielles et d'extraits aromatiques à VALREAS ;

VU le récépissé de changement d'exploiter délivré le 13 février 2007 à la Société BIOLANDES SAS pour la reprise de l'exploitation de la distillerie AGNEL à VALREAS ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° SI2010-03-03-0060-PREF du 3 mars 2010 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique de la Société BIOLANDES – Distillerie AGNEL à VALREAS ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 19 avril 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° SI 2010-02-17-0060-PREF du 17 février 2010 donnant délégation de signature à Madame Agnès PINAULT, secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse ;

CONSIDERANT que la Société BIOLANDES, en application des dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° SI2010-03-03-0060-PREF du 3 mars 2010 portant sur les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique, devait remettre au plus tard au 1er janvier 2011 un rapport de synthèse de la surveillance initiale exercée sur ses installations exploitées à VALREAS ;

CONSIDERANT que, à ce jour, la Société BIOLANDES n'a pas pu remettre ce rapport de synthèse dans la mesure où l'exploitant, ne disposant pas de dispositif de prélèvement au point de rejet des effluents industriels de son établissement, n'a pas mis en œuvre ladite surveillance initiale ;

CONSIDERANT que, pour les mêmes raisons, la Société BIOLANDES n'a pas pu mettre en œuvre l'autosurveillance de ses émissions en application des dispositions du point 5.3.3 de l'arrêté d'autorisation SI2006.05.18.0040-PREF du 18 mai 2006 précité ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu dans ces conditions, de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société BIOLANDES sous un délai qui peut être fixé à deux mois, d'équiper le rejet des effluents industriels de son établissement d'un point de prélèvement afin de réaliser des prélèvements en vue d'analyses ;

SUR proposition de Madame la Directrice de la protection des populations ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} :

La société BIOLANDES est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5.3.3 de l'arrêté d'autorisation SI2006.05.18.0040-PREF du 18 mai 2006.

Pour ce faire, l'exploitant est tenu, dans un délai maximal **de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté :

1. d'équiper le point de rejet des eaux industrielles de son établissement d'un dispositif permettant de réaliser des prélèvements d'échantillons représentatifs en vue d'analyses. Le point de prélèvement sera aménagé de manière à être aisément accessible et permettre d'intervenir en toute sécurité.
2. d'effectuer des prélèvements en vue de faire réaliser les analyses prévues dans le cadre de l'autosurveillance.

Les résultats de ces analyses seront transmis à l'inspection dès leur parution.

ARTICLE 2 :

Dans le même délai maximal **de deux mois** à compter de la notification du présent arrêté, la société BIOLANDES est également mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° SI2010-03-03-0060-PREF du 3 mars 2010 et de mettre en œuvre le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de son établissement dans les mêmes conditions que prévues initialement, soit :

- liste des substances dangereuses : substances dangereuses visées à l'annexe 1 de l'arrêté du 3 mars 2010 susnommé ;
- périodicité : 1 mesure par mois pendant 6 mois (la périodicité peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité auprès de l'inspection notamment pour les activités saisonnières),
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation (la durée peut être adaptée sur justification de l'exploitant selon son activité auprès de l'inspection).

ARTICLE 3 :

Faute pour la Société BIOLANDES de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L.514.1 du code de l'environnement.

ARTICLE 4

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans les conditions fixées aux articles L 514-6 et R 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement. Le texte de ces articles est annexé au présent arrêté.

ARTICLE 5

La Secrétaire générale de la préfecture de Vaucluse, la directrice départementale de la protection des populations, le maire de VALREAS, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Avignon, le 25 MAI 2011

Pour le préfet,
La secrétaire générale,



Agnès PINAULT

ANNEXE

Article L514-6

I.-Les décisions prises en application des articles L. 512-1, L. 512-3, L. 512-7-3 à L. 512-7-5, L. 512-8, L. 512-12, L. 512-13, L. 512-20, L. 513-1 à L. 514-2, L. 514-4, du I de l'article L. 515-13 et de l'article L. 516-1 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Un décret en Conseil d'Etat précise les délais dans lesquels ces décisions peuvent être déférées à la juridiction administrative.

II. - supprimé.

III. — Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

IV.-Le permis de construire et l'acte de vente, à des tiers, de biens fonciers et immobiliers doivent, le cas échéant, mentionner explicitement les servitudes afférentes instituées en application de l'article L. 111-1-5 du code de l'urbanisme.

Art. R. 514-3-1

- Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

« — par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.